

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 109 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2765 - Prix : 1€

**Billant et  
Ladoucette : ils  
veulent freiner la vie,  
pas les profits** *Page 4*

**Passé sanitaire : une  
colère où les objectifs  
de classe doivent  
s'exprimer** *Page 3*

**On ne prend pas les  
mêmes mais on  
recommence pareil** *Page 6*

**Fermeture de  
l'urologie de Félix  
Guyon : les malades  
trinquent** *Page 8*

## Tunisie

**Catastrophe sanitaire  
et crise politique** *Page 9*

## Martinique Guadeloupe

**Manifestations de  
colère** *Page 12*

# Pfizer, Moderna...:

# Expropriation des trusts Pharmaceutiques!



## **Pfizer, Moderna... : expropriation des trusts pharmaceutiques !**

Selon le quotidien britannique Financial Times qui a pu consulter le contrat conclu avec l'Union européenne, le vaccin Pfizer va passer de 15,5 à 19,5 euros et celui de Moderna de 19 à 21,5 euros. Vu le nombre de doses vendues, cela représentera des milliards de profits en plus.

Ces deux groupes viennent d'annoncer des profits record, mais le rebond épidémique dû au variant Delta leur permet d'imposer des augmentations, alors ils ne se gênent pas ! Protégés par le système de brevets, une poignée de grands laboratoires pharmaceutiques peuvent fixer librement leurs prix et priver ainsi les pays les plus pauvres de l'accès aux vaccins.

La vaccination est un progrès sur le plan scientifique, mais, dans le système capitaliste, elle est d'abord et avant tout une source d'enrichissement pour une poignée d'actionnaires se moquant totalement de l'intérêt général des populations et de leur santé.

Biden, Macron et leurs semblables se gargarisent de grandes déclarations hypocrites sur la nécessité de faire du vaccin « un bien commun de l'humanité », mais, en dociles défenseurs des intérêts des capitalistes, ils se gardent bien de remettre en cause le droit de ces grands trusts de détourner à leur profit le travail de tous ceux qui ont concouru à la découverte et à la production des vaccins. Par contre, vis-à-vis de leur population, ces mêmes dirigeants n'hésitent pas à multiplier les interdictions, les obligations avec menaces de sanctions à l'appui, comme Macron vient de le faire avec la loi sanitaire qu'il entend faire appliquer dès le 9 août.

À compter de cette date, il faudra donc présenter un passe sanitaire pour rentrer dans un hôpital ou un Ehpad, pour prendre le train ou aller au restaurant, et cette obligation concernera aussi les travailleurs de nombreux secteurs. Les soignants auront l'obligation de se faire vacciner, faute de quoi, après le 15 septembre, leur contrat de travail serait suspendu et ils ne toucheraient plus de salaire, à moins de poser des jours de congés. La ministre du Travail a tenu à préciser que les employeurs pourraient aussi procéder à des licenciements. Sous prétexte d'imposer la vaccination, Macron fait passer une loi anti ouvrière qui renforce l'arbitraire patronal.

Les annonces du ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, sont tout aussi choquantes. Ainsi, à la prochaine rentrée, des élèves non vaccinés pourraient être « évincés » de leur classe. Au même moment, Blanquer refuse de dégager des moyens pour permettre à tous d'étudier dans des conditions correctes et sûres du point de vue sanitaire. Il prévoit même de supprimer 1 800 postes d'enseignants en septembre.

Ces mesures vont compliquer énormément la vie de bien des gens, et en particulier des travailleurs. Mais Macron s'en moque éperdument ! En digne représentant de la classe patronale, il use des mêmes méthodes autoritaires qui ont cours quotidiennement dans les entreprises.

Pour se justifier, il invoque l'urgence de réagir à la quatrième vague épidémique. C'est du cynisme, car cette menace était prévisible et, depuis un an, les moyens matériels et humains des hôpitaux, des Ehpad et de l'ensemble du système de santé n'ont nullement été augmentés.

Alors, oui, il y a bien de quoi être en colère contre Macron et Castex qui multiplient les leçons de morale à destination de la population, alors que, depuis le début de l'épidémie, l'État n'a cessé de montrer son incurie. Sa seule préoccupation a été de permettre aux entreprises, en particulier les plus grandes, de maintenir leurs profits.

Comme ses prédécesseurs, Macron a été l'exécuteur des volontés des grands patrons, des financiers, de la minorité de riches privilégiés qui fait passer ses affaires avant tout. La société paye aujourd'hui les conséquences désastreuses de la domination de cette classe capitaliste totalement irresponsable et exclusivement préoccupée de s'enrichir toujours plus.

Les manifestations contre la loi sanitaire de Macron se sont poursuivies dans toute la France et à La Réunion. Protester contre ces mesures est légitime. Pas au nom de la défense des libertés individuelles, mais pour affirmer la nécessité, au nom de l'intérêt collectif, d'exproprier sans indemnité ni rachat les grands trusts de l'industrie pharmaceutique et de les mettre sous le contrôle de la population. Les agissements de ces groupes montrent que c'est la seule façon d'empêcher que la santé publique dépende des décisions d'actionnaires guidés uniquement par la recherche du profit.

## **Passé sanitaire : une colère où les objectifs de classe doivent s'exprimer**

Le 24 juillet, des manifestations ont réuni de nouveau en France des dizaines de milliers de personnes s'opposant au passe sanitaire dénonçant les atteintes à la « liberté », « la dictature sanitaire », « le passe de la honte », ou appelaient Macron à la démission.

Derrière ces slogans se sont ainsi regroupés des soignants, des salariés directement concernés par le passe sanitaire et craignant d'être licenciés, des chômeurs ou retraités avec ou sans gilet jaune, mais aussi bien d'autres catégories sociales, dont des restaurateurs et autres petits patrons. Nombre de politiciens de droite et d'extrême droite y ont vu une occasion de se montrer avec du monde derrière eux, comme le président des Patriotes et ex-numéro deux du RN, Florian Philippot, à Paris.

La colère se manifeste contre le passe sanitaire et les autres contraintes décidées par le gouver-

nement et votées finalement par le Parlement. Cette colère touche bien sûr les travailleurs, dont certains ont participé aux manifestations. L'obligation vaccinale et le passe sanitaire sont en quelque sorte la goutte d'eau qui fait déborder le vase, car le mépris de classe du gouvernement s'est, une fois de plus, étalé au grand jour. Mais la colère des travailleurs recouvre des raisons de mécontentement bien plus vastes. Depuis des mois, la pandémie permet aux patrons et au gouvernement de tenter de faire avaler maints sacrifices, de justifier des suppressions d'emplois, des licenciements. Toutes les restrictions imposées au fil des mois par le gouvernement ont pesé plus durement sur les « premiers de cordée », hier hypocritement salués par Macron, aujourd'hui montrés du doigt comme responsables de la propagation du virus !

L'intérêt des travailleurs est

d'exprimer clairement cette révolte, et cela en mettant en avant leurs objectifs de classe. Revendiquer la liberté de chacun n'en est pas un. De liberté, les travailleurs n'en disposent d'aucune quand ils n'ont plus de travail ou n'ont pas un salaire qui permette de vivre décemment. C'est à la classe capitaliste qu'il faut s'attaquer, pour obliger à embaucher dans tous les services publics, pour imposer que le travail soit réparti entre tous avec maintien du salaire, pour obtenir que l'augmentation des salaires, des retraites et de toutes les allocations suive le coût de la vie. Sans la prise de conscience de la nécessité de défendre une politique de classe, la colère légitime sera inévitablement dévoyée, détournée, comme cela a été le cas bien trop souvent dans le passé, par les nombreux ennemis des travailleurs.

## **Obligation de vaccination et nouvelles menaces contre les travailleurs**

L'annonce par le gouvernement de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement de salariés non vaccinés a déclenché les réactions indignées des dirigeants des organisations patronales (Medef, UMIH).

Ces dirigeants n'ont pas trouvé scandaleux qu'on puisse s'en prendre aux travailleurs. Cela fait partie de leurs habitudes. Non, ce qu'ils trouvent choquant et inadmissible, c'est qu'ils soient obligés de payer les indemnités de licenciement !

Le Parlement, macronistes et républicains confondus, s'est servilement incliné et a décidé, tout en faisant mine de s'opposer au licenciement, de faire payer les salariés en autorisant le non-paiement du salaire des non vaccinés. Priver les travailleurs de leur gagne-pain ne leur pose aucun problème. Cette hypocri-

sie et ce mépris profond ne doivent pas nous surprendre. Ils sont dans l'ADN de la classe des bourgeois et de leurs zélés servi-

teurs qui vivent en parasites du travail humain.

Leur enlever leur pouvoir de nuisance c'est l'objectif que

doivent se fixer les travailleurs eux qui font tourner tous les rouages essentiels de la société.

### **PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 6 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE  
SAMEDI 7 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT  
SAMEDI 14 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 22 AOÛT de 8H30 à 10H00**



## Le chantage patronal a commencé

La loi adoptée le 25 juillet prévoit l'obligation de présenter un passe sanitaire, à partir du 30 août, pour les travailleurs exerçant dans le secteur de la santé et les établissements recevant du public, lieux de loisirs ou de culture, cafés, restaurants, transports en commun, centres commerciaux, etc.

Le gouvernement se défend d'imposer une vaccination obligatoire, puisque la loi prévoit la possibilité de présenter un test PCR ou antigénique négatif de moins de 48 heures. Mais qui pourra ainsi se faire tester tous les deux jours pour aller travailler ? A fortiori quand les tests deviendront payants, à l'automne.

Le 15 septembre, la vaccination sera de toute façon rendue obligatoire, « pour l'ensemble des professionnels en contact avec les personnes fragiles ». La loi prévoit qu'en cas de non-présentation du passe sanitaire le travailleur devra utiliser des jours de repos ou de

congé. En cas de refus ou d'épuisement de ces jours, le patron suspendra le contrat de travail, et donc la rémunération. Le travailleur non vacciné n'aura d'autre choix que de démissionner et de dire adieu même à toute indemnité de licenciement et allocation chômage. Pour les CDD et les intérimaires, le licenciement direct est toujours à l'ordre du jour.

Pour les autres, la loi votée n'empêche absolument pas le patron qui le souhaite de licencier. Elisabeth Borne, ministre du Travail, a déclaré qu'« *il ne faut pas laisser croire aux salariés qu'il n'y aura pas de licenciement. (...) On est dans le droit commun du droit du travail, la procédure ne sera pas encadrée et ce sont les Prud'hommes qui trancheront les litiges.* »

Déjà les patrons font pression sur leurs salariés. Un certain nombre de lettres et de courriels ont été reçus par des travailleurs, leur annonçant qu'à partir du 30 août ils risquent de

voir leur contrat suspendu, ou d'être mis dehors, s'ils ne se plient pas au calendrier indiqué. À des travailleurs en CDD en contact avec le public, l'employeur a pu simplement annoncer qu'ils ne seraient pas renouvelés s'ils ne se vaccinaient pas dans les délais dictés par Macron.

Avant de pouvoir être mise en œuvre, la loi doit être examinée par le Conseil constitutionnel. Mais bien des employeurs ont parfaitement compris qu'elle renforcera leurs pouvoirs, leur donnera des moyens supplémentaires pour faire pression sur les travailleurs. Et ils n'ont pas attendu pour commencer à l'appliquer.

Sous prétexte de lutter contre le virus, le gouvernement fait passer une loi antiouvrière qui renforce l'arbitraire patronal. Il faut la combattre !

### Billant et Ladoucette : ils veulent freiner la vie, pas les profits

( Communiqué de presse de Jean Yves PAYET du 30 juillet 2021 )

Les mesures préfectorales face à la recrudescence des contaminations au coronavirus ont donc été annoncées jeudi. Après avoir rencontré les patrons, les maires et autres élus ou responsables locaux c'est sur la vie quotidienne de la population que retombent les soi-disant mesures de freinage. Mais l'activité économique, elle, sera préservée puisque les salariés sont autorisés à se rendre à leur travail. Le freinage du préfet, sensé enrayer l'épidémie, est dès lors très relatif.

Le duo distille ses injonctions à défaut d'avoir pris toutes les mesures utiles à la préservation de la santé publique. Face aux doutes et aux interrogations le pouvoir ne délivre que mépris, paternalisme et infantilisation.

Nous, nous sommes pour la vaccination comme pour tous les

progrès que la science a apporté. La défiance qui s'exprime contre cette conquête de l'Humanité c'est le gouvernement et ses sbires qui en sont responsables de A à Z. Un an et demi de déclarations et de mesures ineptes et mensongères n'ont fait que succéder à des scandales comme celui du Mediator et à la politique d'appauvrissement de l'hôpital. Et ça continue car si on parle de 4ème vague on ne parle pas de vague d'embauches ni d'ouvertures de lit ni de moyens.

« *La Réunion n'a pas pu gagner la course de vitesse contre le virus et contre ses variants* », dit Ladoucette. Quand il y a échec c'est « La Réunion », mais quand il y a réussite ce serait à porter au crédit des autorités !

Dans les manifestations les gens sont réunis par la défiance contre

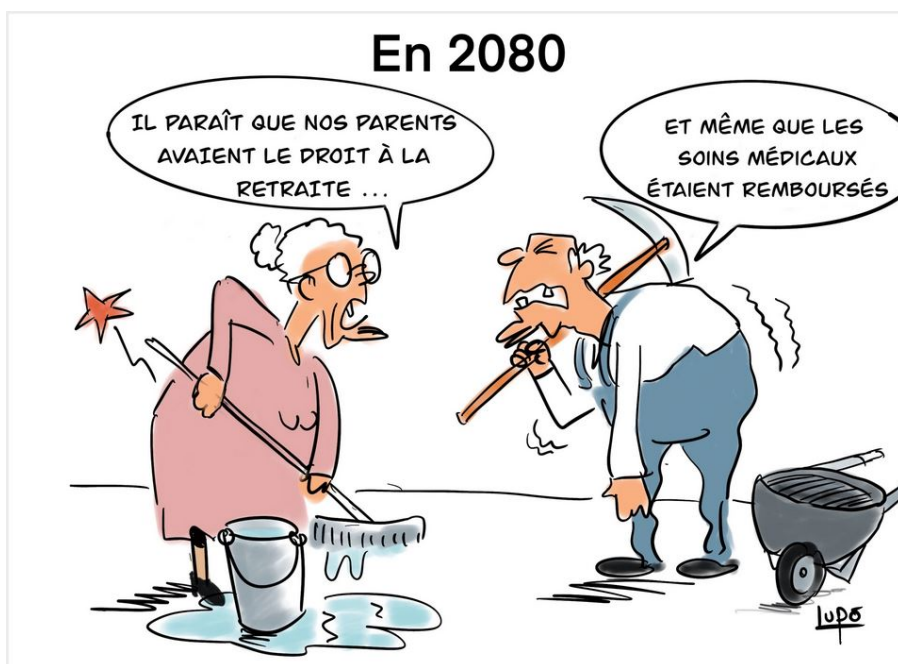
Macron, son autoritarisme et l'obligation de la vaccination. Ils ont raison de se méfier de Macron. Mais ils doivent aussi se méfier des récupérations réactionnaires en particulier de l'extrême-droite.

Quant au vaccin, la meilleure façon de lever les interrogations, les suspicions de complotisme c'est de se mobiliser pour la levée du secret industriel, commercial et sur les contrats, pour l'ouverture des livres de comptes des entreprises et des banques et la levée des brevets pour arriver à vacciner toute la planète.

Les responsables de l'aggravation de la crise sanitaire ce ne sont pas les travailleurs, que le préfet et l'Ars montrent du doigt, mais l'incurie du gouvernement au service des capitalistes.



## Retraites complémentaires : le patronat tire vers le bas



Invoquant la fragilité financière de l'Arrco et de l'Agirc, le Medef prétend qu'il n'y a pas d'autre solution que de raboter les pensions.

Les caisses de retraites complémentaires Agirc et Arrco sont gérées paritairement par le patronat et les organisations syndicales. À l'issue des négociations qui se sont déroulées

pendant un mois, le patronat a décidé, avec l'accord de la CFDT et de la CFTC, de donner au conseil d'administration des caisses la possibilité de sous-indexer pendant deux ans les pensions complémentaires, jusqu'à 0,5 point en dessous de l'inflation. Cette régression interviendrait lors des revalorisations prévues en no-

vembre 2021, puis en novembre 2022.

Les représentants du Medef avancent que ce n'est que temporaire et que cela ne coûterait que quelques euros aux retraités. Mais quelques euros, cela veut dire beaucoup pour nombre d'entre eux.

Pourtant, de l'argent, il y en a ! En 2021, les entreprises du CAC 40 envisagent de verser 51 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. L'argument de l'équilibre budgétaire ne vaut donc que lorsqu'il s'agit de faire les poches des travailleurs et des retraités. Prendre sur les profits de ces entreprises pour indexer les salaires et les pensions sur l'inflation ne serait que justice.

## Réforme de l'APL : aux dépens des plus pauvres

Le ministère du Logement a publié le 22 juillet un premier bilan de la réforme des APL entrée en vigueur le 1er janvier.

Le nouveau mode de calcul, basé sur les revenus des douze derniers mois et non plus sur ceux des deux dernières années, était présenté comme plus juste, car il était censé coller davantage aux revenus réels des allocataires. La véritable motivation était pourtant claire : le gouvernement en attendait 750 millions d'euros d'économies. Le bilan dépasse ses attentes, car l'État devrait verser 1,1 milliard d'euros d'APL en moins en 2021.

Ce sont 1,37 million d'allocataires qui ont vu leur APL diminuée en moyenne de 73 euros, et 374 000 personnes ont perdu tous leurs droits aux APL à la suite de la mise en

place de la réforme. Les jeunes travailleurs, dont le premier salaire va immédiatement faire baisser leur APL, sont parmi les grands perdants.

La ministre déléguée au Logement, Emmanuelle Wargon, prétend que cela s'explique par le fait que les gens se seraient moins appauvris que prévu. Le gouvernement Macron poursuit en fait sa politique d'économies sur le budget logement. Entre la baisse de 5 euros par mois des APL décidée en 2017, le gel de la revalorisation de l'allocation en 2018 et les réformes des HLM, il avait déjà réalisé sur quatre ans environ 10 milliards d'euros de coupes. Le gouvernement se vante d'ailleurs que le budget logement est le principal contributeur aux baisses des dépenses de l'État depuis 2017.

Voler dans les poches et les

caisses des plus pauvres pour offrir plus de milliards aux capitalistes, tel est le rôle de l'État dans une société capitaliste incapable de régler la question du logement pour les familles populaires.



## Liberté des prix... aux détriments des plus pauvres !

Dans sa publication de l'étude des prix datée du mois de juin, l'Insee Réunion relève que les prix des produits alimentaires ont augmenté de 2,2 % en un an à La Réunion, mais que ceux des produits frais ont bondi de 15 %.

Les conséquences de ces pratiques, c'est l'impossibilité pour les classes les plus pauvres de se nourrir sainement et de façon équilibrée, c'est une atteinte grave à la santé publique.

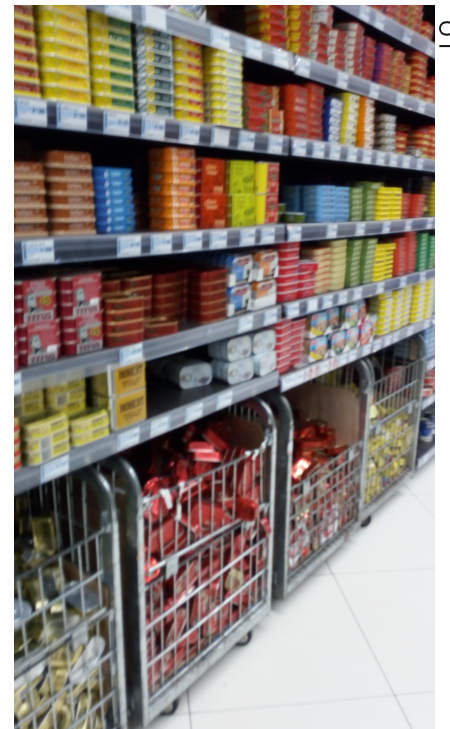
Des milliers de travailleurs ont vu leurs salaires amputés de 15 % pendant des mois, pour avoir été placés en chômage partiel, sans compter tous ceux (chômeurs de longue durée, Rsastes, petits retraités, salariés au Smic et à temps partiel) qui tirent le diable par la queue déjà en temps

ordinaire.

En cette période de crise, les petits commerçants, les bazardiers sont aussi entraînés dans une spirale d'appauvrissement alors que les patrons du commerce trouvent le moyen de faire encore plus de profits.

Nous tous qui n'avons que notre travail pour vivre nous avons les mêmes ennemis : les grands propriétaires et actionnaires qui nous exploitent en toute légalité et liberté républicaines.

Contre leur système qui mène à la ruine c'est ensemble que nous devons défendre notre droit à une vie décente.



## Le temps des beaux discours est passé

Le préfet a accordé à la municipalité de Saint-Benoît une aide de 2,5 millions sur trois ans pour avoir atteint ses objectifs de redressement financier dès la première année du mandat municipal.

Le maire Patrice Selly se dit satisfait d'avoir ramené le déficit de la commune de 19 à 9 millions d'euros.

Mais à quel prix ? En vendant notamment des biens communaux et en réduisant la masse salariale.

Le maire veut continuer dans sa lancée en cédant les parts que la mairie détient dans la société d'économie mixte immobilière Semac.

La politique municipale de serrage de ceinture pour les travailleurs

communaux et les classes populaires de la ville continue parce que l'État lui-même serre la vis aux communes...pour mieux arroser les capitalistes avec l'argent public.

## On ne prend pas les mêmes mais on recommence pareil

Au lendemain de son élection à la Région, Huguette Bello a, dans une envolée lyrique, rendu hommage à ses ex compagnons de lutte, au PCR et à la CGT. Elle a aussi fait le geste symbolique de supprimer les indemnités pour les élus siégeant dans divers organismes et affirmé qu'il faut « *corriger les inégalités* » « *avoir conscience* » « *des oligarchies, d'une minorité qui écrasent les autres* ».

Soit. Mais une fois passés les discours à destination des classes populaires, la nouvelle présidente régionale passe aux actes de soutien sonnants et trébuchants aux acteurs économiques qui « *sont au travail* », les chefs d'entreprise avec qui il faut avoir de « *bons rapports* », les agri-

culteurs, etc.

Bello, leur montre qu'elle est bien à la manoeuvre, les 1,2 milliard d'aide du Feder (fonds européens pour le développement économique) leur sera distribués et la formation (des salariés) sera au service des entreprises qui produisent ; et elle n'oublie pas la compagnie Air Austral pour qui elle réclame des subventions publiques.

Bref, un langage et une politique pas bien éloignés d'un Didier Robert. Il ne faut pas s'en étonner. La bourgeoisie s'accommode de tous les types de personnalités pour gérer ses affaires. C'est la meilleure leçon que les travailleurs peuvent retenir : le changement ne viendra que des luttes

collectives des travailleurs eux-mêmes aspirant au renversement de ce système.



## IGPN : la police couvre la police

Le 20 juillet, l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) présentait à la presse son rapport annuel qui, sans surprise, ne pointe rien d'anormal dans le comportement de la police.

Ainsi, 70 % des enquêtes ouvertes sur des violences envers des gilets jaunes ont été classées sans suite. Bien qu'au cours des trois dernières années 96 personnes ont été grièvement blessées par des tirs ayant parfois entraîné la perte d'un œil, la porte-parole de l'IGPN affirme sans aucune gêne que « *l'usage du lanceur de balles de défense (LBD) est peu dommageable par nature* ».

Hasard du calendrier, ce rapport était présenté le jour même de la mise en examen pour homicide involontaire d'un commissaire divisionnaire suite à la mort d'un jeune homme à Nantes, lors de la fête de la musique en juin 2019. L'IGPN avait à l'époque écarté toute responsabilité de la police.

De même, l'IGPN a été alertée plusieurs fois sur le fait que des policiers au comportement violent avéré se trouvaient néanmoins chargés de recevoir des plaintes. Ainsi en mars dernier, près de Bordeaux, une femme victime de coups de la part de son conjoint avait porté plainte sans

savoir que le policier qu'elle avait en face d'elle avait lui-même été condamné pour violences conjugales. La plainte n'a pas abouti et la femme est morte brûlée vive deux mois plus tard.

La police, comme tout corps de répression, est forcément gangrénée par les préjugés de toute sorte et les comportements violents. Demander à l'IGPN ou à toute autre institution de changer cette réalité est illusoire, précisément parce que c'est cette police-là dont l'État a besoin pour maintenir l'ordre social.

## Mort de Steve : policiers coupables

En 2019, lors de la Fête de la musique à Nantes, un jeune homme, Steve Maia Caniço, s'était noyé suite à l'intervention violente de la police.

Finalement, malgré les efforts des autorités pour masquer leurs responsabilités à l'époque, le directeur de cabinet du préfet de Loire-Atlantique au moment des faits et le commissaire divisionnaire qui était

chargé du dispositif policier pour cet événement viennent d'être mis en examen pour homicide involontaire. D'autres inculpations ne sont pas exclues.

Il aura fallu deux ans pour confirmer les responsabilités de la police, évidentes dès le départ. Pour en arriver là, comme dans bien d'autres affaires où la responsabilité

de l'État était engagée, il a fallu la mobilisation de la famille et des proches de la victime, ainsi que plusieurs manifestations pour exiger que la lumière soit faite.

Cette lutte n'est certainement pas terminée car la procédure ne fait que commencer.

## Essais nucléaires : Macron assume le crime

Macron est allé à Tahiti du 24 au 28 juillet, avec au menu de ses discours vaccin obligatoire, montée des eaux, maintien de la présence française et reconnaissance et indemnisation des victimes de trente ans d'essais nucléaires.

Ce voyage a commencé par une visioconférence France-Pacifique avec une quinzaine de dirigeants de cette zone, pour rappeler que l'impérialisme français n'a pas l'intention de lâcher prise. Macron n'a pas manqué l'occasion d'une leçon de plus sur le vaccin, assénée à un parterre de soignants qui connaissent pourtant ce sujet de plus près que lui. Il leur a été reproché le fait que seulement 30 % des personnes soient vaccinées en Polynésie, comme si la dispersion des habitants

dans l'archipel, alors que l'hôpital se trouve à Papeete, n'avait pas son importance. La présence d'une guérisseuse, par chance vaccinée, a aussi permis à Macron, après le coup de chapeau à la science, d'en décrocher un autre au savoir ancestral. Un démagogue a besoin de tous les publics.

Il reste le sujet le plus épineux : celui des conséquences désastreuses de trente années d'essais nucléaires, dont huit à ciel ouvert. La fin de la guerre d'Algérie et l'indépendance avaient obligé l'État français à exporter ses essais nucléaires en Polynésie. Commencés en 1966, il y en eut 193 jusqu'en 1996. En conséquence, 170 000 habitants sur 295 000 ont été irradiés, ce qui a provoqué divers cancers. Les Poly-

nésiennes âgées de 40 à 50 ans ont le taux de cancer de la thyroïde le plus élevé du monde.

Face à ce crime d'État, il y a surtout eu de bonnes paroles et peu de choses concrètes. Vingt-cinq ans après l'arrêt des essais nucléaires, on en est encore à discuter de faciliter l'indemnisation des victimes. Mais derrière cela, il y a la menace à peine voilée d'une baisse des indemnités allouées.

Bien des Polynésiens aimeraient, eux, que la métropole demande pardon, mais pas question pour Macron de regretter les essais nucléaires et leurs conséquences sur les populations locales et les soldats en garnison.



## **Climat : un G 20 de plus... pour rien**

Les ministres de l'Environnement du G20, réunis à Naples, se sont quittés le 23 juillet sans être parvenus à se mettre d'accord sur les mesures limitant le réchauffement climatique, ni même sur un communiqué commun.

Malgré les beaux discours sur l'urgence écologique, les États se préoccupent avant tout de défendre leurs industriels, y compris les plus polluants. Ils sont donc condamnés à l'impuissance, et s'agitent d'autant plus.

D'ailleurs, au moment où le GIEC (Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat) est sur le point de rendre un nouveau rapport, probablement très alarmant, les grandes puissances préparent la COP, la Conférence des parties, la 26e du nom, qui doit se tenir en novembre en Écosse. Le fait même qu'il y ait besoin d'une 26e conférence mondiale sur le climat dit à lui seul qu'un quart de siècle de discussions sur la question n'a servi strictement à rien.

Que ces grand-messes médiatiques débouchent sur un accord ou non, cela ne change pas grand-chose à l'évolution du climat ni aux menaces qu'elle fait peser sur l'humanité. Les véritables décisions qui ont un impact sur l'économie se prennent dans le secret des conseils d'administration des grands groupes capitalistes. Et ceux qui les dirigent se préoccupent exclusivement du climat... de leurs affaires et de la bonne santé de leurs profits.

## **Accord patronat-syndicats pour la baisse du pouvoir d'achat des retraités**

Jeudi 27 juillet s'est tenue une réunion entre « partenaires sociaux » chargés de gérer la caisse de retraite des salariés du secteur privé (13 millions de bénéficiaires).

Cette réunion s'est conclue sur un accord entre représentants du Médef et ceux de la CFDT et de la CFTC (CGT, FO et CGC votant contre) entérinant une augmentation des retraites inférieure de 0,5 % à

l'inflation en 2022 et 2023, au prétexte que la caisse aurait perdu 4,1 milliards d'euros de rentrées en 2020 alors même que ses réserves étaient évaluées à 62,2 milliards d'euros fin 2020. Autant dire qu'il n'y avait pas péril en la demeure.

Frédéric Sève, le représentant de la CFDT, s'est justifié lamentablement en déclarant que « l'effort demandé aux retraités était limité »...

Pas comme sa collusion avec le patronat qui elle est illimitée !

S'en prendre une fois de plus aux retraités au lieu de ponctionner les centaines de milliards de profits accumulés par les capitalistes, voilà qui est scandaleux, doit être dénoncé et mis en échec !

## **Fermeture de l'urologie de Félix Guyon : les malades trinquent**

Peu avant la fermeture du service urologie de Félix Guyon en juin 2021, la direction du CHU et l'ARS ont prétendu que la continuité des soins des malades allait être assurée...par le transfert du service au privé Clinifutur.

Deux mois après, la prise en charge des 2000 malades laisse à désirer.

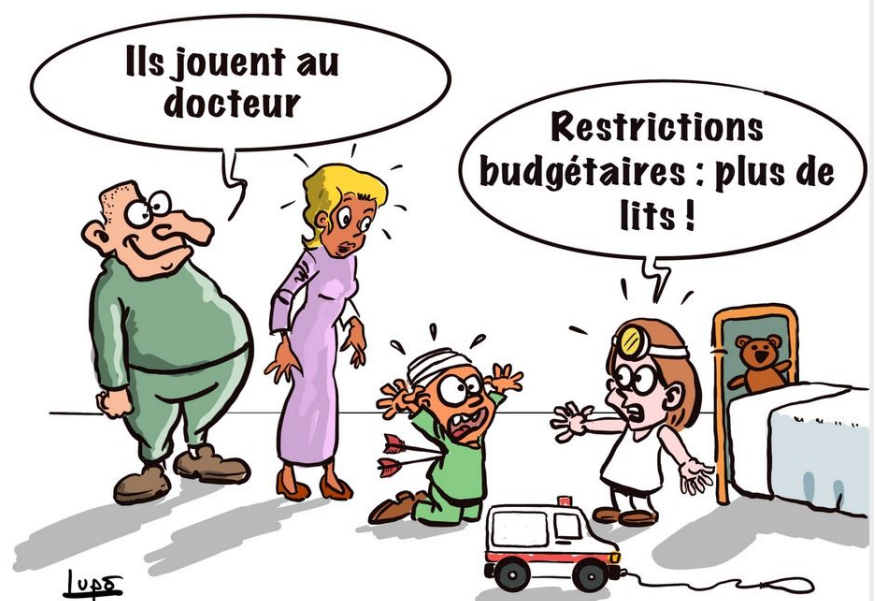
Les temps d'attente pour se faire soigner sont de plus en plus longs ; les malades sont souvent renvoyés vers le service urologie l'hôpital de Saint-Pierre qui est saturé ; certains sont même dirigés vers le GHER...qui ne possède pas de service urologie.

Voilà où mène la politique de démolition du service public hospitalier par le gouvernement, appuyée par la

direction du CHU et de l'ARS !

Pendant ce temps, Macron et sa bande maintiennent le grand patro-

nat sous perfusion à coups de milliards...



## Au pays de la liberté... de mourir d'un virus !

Aux États-Unis, première puissance économique et militaire mondiale, l'espérance de vie des habitants est tombée de 78,8 ans à 77,3 ans en 2020, a déclaré l'agence fédérale de santé publique qui en attribue la responsabilité à l'épidémie de Coronavirus.

Plutôt que la maladie elle-même, c'est bien plutôt l'incurie du gouvernement américain qu'il faudrait incriminer. Le précédent président américain, Trump, a ainsi non seulement nié pendant de longs mois la dangerosité du virus, mais n'a rien fait pour doter le pays de moyens humains et matériels pour soigner la population.

La bourgeoisie américaine refuse en effet depuis toujours de prendre sur ses profits colossaux pour mettre

en place un système de santé ouvert à tous les citoyens. Elle est à ce titre directement responsable des plus de 600 000 morts dus à l'actuelle pandémie qui a surtout fait des ravages

parmi les classes les plus pauvres du pays, en premier lieu chez les travailleurs.



hec.edu

## DANS LE MONDE

### TUNISIE

#### Catastrophe sanitaire et crise politique

Dans la nuit du 25 juillet, inquiet devant les manifestations spontanées qui se déroulaient dans toute la Tunisie contre l'incurie des autorités, le président de la République, Kais Saïed, a annoncé un « coup d'État constitutionnel » pour démettre le Premier ministre, dissoudre le parlement et s'arroger tous les pouvoirs.

La pandémie de Covid-19, qui fait des ravages en Tunisie, avec chaque jour près de 200 décès et des milliers de nouveaux cas, alimente la colère de la population contre le gouvernement et les partis politiques.

Les hôpitaux sont débordés, accueillant les malades à même le sol. Des tentes de fortune sont aménagées. Les soignants, trop peu nombreux et dépassés, ne parviennent pas à assurer un minimum de dignité aux patients, ne serait-ce que pour les ai-

der à faire leurs besoins. Les morgues sont dépassées et les cadavres sont entassés dans des pièces de fortune non réfrigérées, malgré la chaleur. Tout manque, l'oxygène, les médicaments et le matériel essentiels, et même le pain !

Parallèlement, les révélations sur les vacances du premier ministre dans un hôtel de luxe ont scandalisé, d'autant plus qu'il a osé faire un discours sur le dévouement, appelant les soignants à renoncer à leurs jours de congés. Le gouvernement n'a aussi pris aucune mesure pour réquisitionner les cliniques privées, où les places en réanimation se négocient à des prix exorbitants, près de quatre fois le salaire moyen tunisien pour une seule nuit. En réponse aux critiques, le gouvernement n'a su que limoger le ministre de la Santé.

Partout, le personnel soignant, les patients et leurs familles ne comptent plus sur l'État, mais sur la mobilisation de la population elle-même, en Tunisie ou dans la diaspora, qui fournit les hôpitaux en concentrateurs d'oxygène et en matériel de protection et aide les soignants dans la prise en charge des malades.

En tentant par son coup de force de récupérer à son compte la colère populaire, le président de la République espère offrir une nouvelle virginité à un appareil d'État discrédité. Les classes populaires ont toutes les raisons de ne pas tomber dans ce piège.

## Révolte contre les voleurs d'eau

Une vague de manifestations contre la pénurie d'eau a démarré le 16 juillet dans le Khuzestan et s'étend à d'autres régions de l'Iran. Pour tenter de limiter la contagion, le régime a coupé l'accès au réseau Internet et réprimé brutalement : plusieurs manifestants ont été abattus par balle et des centaines ont été arrêtés.

Fleuves et lacs complètement à sec, robinets alimentés quelques heures par semaine, absence des camions-citernes censés suppléer aux pénuries : ce sont les raisons immédiates de la révolte. Le réchauffement climatique, invoqué par le gouvernement, n'explique pas la sécheresse et la désertification. Celles-ci résultent de la « mafia de l'eau » : des notables et de riches familles disposant de relations dans les rouages de l'appareil

d'État qui détournent à grande échelle depuis des années l'eau destinée aux habitants.

Les barrages sont contrôlés par des gros bonnets, qui détournent l'eau pour irriguer les terres de propriétaires amis, pratiquer une agriculture intensive pour l'exportation, ou alimenter des complexes industriels ou des villes plus lointaines. Des puits ont été forés, qui assèchent les nappes phréatiques. À Ispahan, l'eau courante a été rendue imbuvable, ce qui oblige les habitants à acheter de l'eau minérale.

Les manifestants contestent le pouvoir car, à la sécheresse, s'ajoutent une inflation à plus de 50 % et de multiples pénuries suite à l'embargo américain, sans compter les retards dans le paiement des

salaires, dans les entreprises publiques ou privées.

Ces luttes concomitantes touchent des ouvriers qui ont des traditions de lutte et les classes populaires rurales sur lesquelles le régime des ayatollahs s'appuie depuis quarante ans. Leur convergence possible représente une menace pour le régime.

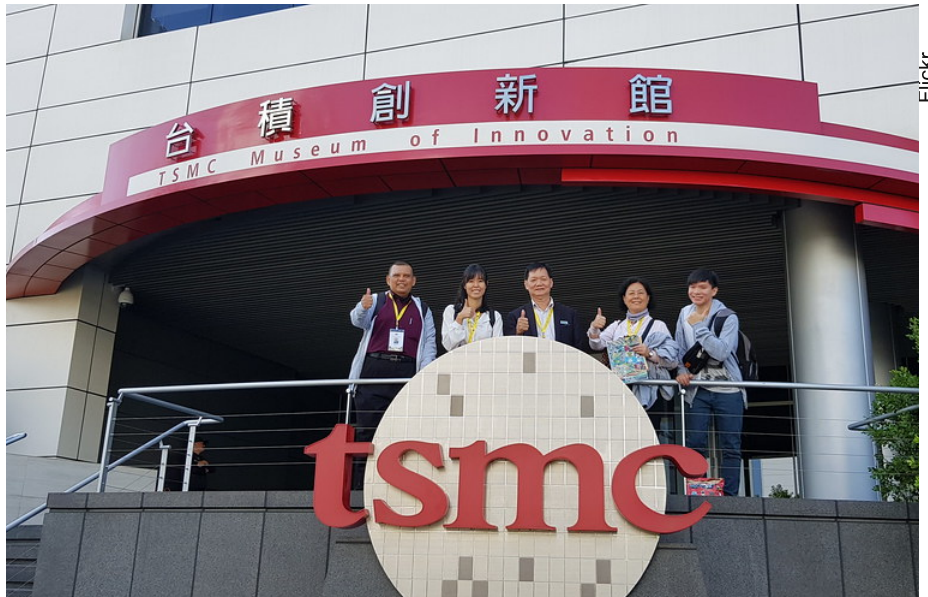
Des cliques écartées du pouvoir cherchent à utiliser les manifestations, en prétendant parler au nom des masses pauvres. Mais, pour changer leur sort, les travailleurs devront se méfier de tous les dirigeants politiques liés au régime des ayatollahs, ou même à l'opposition démocratique ou monarchiste pro-occidentale en exil. Ils ne peuvent vraiment compter que sur eux-mêmes.

# TAÏWAN

## Bagne capitaliste

Alors que Taïwan est présenté comme un îlot démocratique menacé par Pékin, les usines fabriquant les semi-conducteurs pour le marché mondial sont devenues des bagnes pour leurs quelque 400 000 travailleurs et surtout travailleuses venues des pays d'Asie du Sud-Est voisins.

Sous prétexte de lutte contre le Covid-19, les géants du secteur comme TSMC, ASE ou SPIL, qui produisent l'essentiel des semi-conducteurs utilisés dans les appareils de communication, l'automobile, etc., imposent aux travailleuses de dormir dans les usines après des séances de travail, de journée ou de nuit, de douze heures. Des dortoirs ont été aménagés et les travailleuses ne sont autorisées à sortir qu'une heure par jour des sites industriels. Les sorties pendant la journée de repos hebdomadaire ne sont plus autorisées.



Les autorités taïwanaises laissent faire, voire encouragent la population de l'île, qui n'est pas confinée, à signaler la présence de migrants dans les rues et menacent d'expulsion ceux et celles qui ne se plieraient pas à l'obligation de rester confinés dans

les usines.

Sous prétexte d'impératifs sanitaires, Taïwan devient l'île aux esclaves du capitalisme mondial.



## À nouveau sous les bombes

Dans la nuit du dimanche 25 juillet, des avions de guerre israéliens ont bombardé des bâtiments publics de la bande de Gaza.

Le prétexte était de répondre à des lancers de ballons incendiaires qui, eux, n'avaient occasionné aucune destruction.

Avant de se livrer à ces bombardements, les autorités israéliennes avaient réduit de moitié la zone de pêche des Palestiniens au large des côtes de Gaza. De quoi asphyxier encore un peu plus les familles qui survivent grâce à cette activité.

De même, ces dernières semaines, Israël a encore bloqué des camions-citernes transportant du carburant pour l'unique centrale électrique de Gaza, par le passage de Karam Abu Salem.

La nouvelle coalition gouvernementale du Premier ministre d'extrême droite Naftali Bennett, comprenant la quasi-totalité des par-

tis, droite, gauche et même islamiste arabe israélien, n'a pas tardé à montrer qu'elle menait exactement la même politique à l'égard des Palestiniens que le gouvernement de Netanyahu : poursuivre la colonisation

en Cisjordanie et continuer de soumettre la bande de Gaza à un blocus aux conséquences dramatiques, auquel s'ajoutent régulièrement des bombardements destructeurs.



fr.wikipedia.org

# BRÉSIL

## La contestation dure

Pour le quatrième samedi consécutif, des dizaines de milliers de Brésiliens sont descendus dans la rue le 24 juillet pour manifester contre le président Bolsonaro.

Lui reprochant sa gestion désastreuse de la pandémie, ils demandent sa destitution, la fourniture de vaccins, le rétablissement de l'aide d'urgence de 600 réais (100 euros) et la création massive d'emplois.

Bolsonaro est accusé de génocide par ses opposants. Il n'est bien sûr pas directement responsable de la mort des plus de 550 000 Brésiliens que le Covid a tués. Mais il y a aidé, par sa négation de la pandémie, une « grippette » selon lui, par son refus de toute mesure de distanciation et ses continuels bains de foule provocateurs, ses retards dans l'achat de

vaccins et les détournements de fonds qui l'ont accompagné.

L'épidémie a accéléré la crise économique. Bien des travailleurs disent qu'ils préfèrent mourir du Covid que mourir de faim. L'aide d'urgence de 600 réais, instituée en 2020, permettait au moins de manger. Mais c'est autant d'argent en moins pour le patronat...

Face à Lula, à qui les sondages donnent 51 % des intentions de vote, Bolsonaro est tombé à 24 %. Il a perdu l'appui de ceux qui, il y a cinq ans, dénonçaient la corruption de Lula et du Parti des travailleurs.

À quinze mois des élections, Bolsonaro ne risque guère d'être destitué. Les députés opportunistes et vénaux qui forment sa majorité lui sont liés par les subventions et les avantages de toute sorte qu'il leur ac-

corde. Pour le moment, l'opposition ne rassemble pas des foules telles que la bourgeoisie soit obligée de le chasser, comme le président Collor en 1992. Quant à la classe ouvrière, des années de gouvernements de gauche l'ont démoralisée. C'est pourtant elle qui subit le plus durement la crise économique et qui seule, par sa place dans la production, a la force d'y mettre fin.



## Manifestations de colère

Depuis les coups de menton de Macron, son annonce le 12 juillet de l'obligation vaccinale des soignants et du passe sanitaire, les réactions sont fortes en Martinique.

Une première manifestation spontanée s'est déroulée le soir du mardi 13, juste après l'annonce du rétablissement du couvre-feu par le préfet. Environ 800 personnes s'étaient rassemblées devant la préfecture de Fort-de-France pour crier : « Nou pa kobay » (nous ne sommes pas des cobayes).

Puis, le samedi 17 juillet plus de 3 000 personnes ont manifesté dans les rues de Fort-de-France. Durant les nuits du 17 et du 18 juillet, des émeutes ont éclaté dans les quartiers de la ville, en particulier celui de Terre-Sainville. Des groupes de jeunes ont attaqué la police à coups

de pierres, mais aussi avec des armes à feu. Ils ont profité du climat de protestation générale pour s'en prendre aux magasins, en brûler certains, et piller. Ils ont monté des barricades, y compris avec des voitures en bon état, et y ont mis le feu. L'incendie a gagné des habitations. Au moins trois maisons ont flambé à Terre-Sainville, de pauvres gens se retrouvant sans abri et à avoir tout perdu.

Ces jeunes qui ont pris le relais de la manifestation anti-obligation vaccinale ont aussi exprimé leur révolte contre le chômage, la misère et une vie sans perspectives. Mais les véritables incendiaires sont Macron et ses ministres. Ce sont eux qui, par leurs décisions, enrichissent le terreau sur lequel pousse la révolte des jeunes. Sans compter l'immense in-

égalité visible entre la masse des pauvres et la minorité des gros et riches békés qui possèdent tout. Voilà la source de la révolte et des émeutes.

Mardi 20 juillet, c'était au tour des travailleurs de la santé de défiler dans les rues jusqu'au siège de l'Agence régionale de santé. Accompagnés aussi de travailleurs d'autres secteurs, ils étaient deux mille. Et samedi 24 juillet, 300 personnes ont encore manifesté à Fort-de-France.

D'autres manifestations sont prévues dans les jours suivants.

## GUADELOUPE

### Dans la rue contre l'obligation vaccinale

Samedi 24 juillet, 8 000 personnes ont manifesté dans les rues de Pointe-à-Pitre. L'ensemble des syndicats avaient appelé à protester contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire que le gouvernement veut instaurer.

Le rendez-vous était fixé à 8 heures à l'entrée du Centre hospitalier universitaire de Pointe-à-Pitre – Abymes. Plusieurs milliers de personnes étaient présentes très tôt, malgré une pluie diluvienne. Les prises de parole se sont succédé au micro, dont l'intervention d'une camarade de Combat ouvrier, l'organisation antillaise membre, comme Lutte ouvrière, de l'UCI (Union communiste internationaliste).

Le défilé était très important et dynamique, avec notamment la participation d'un « gwoup a po », groupe de musique traditionnelle du carnaval, et des manifestants scandant « Liberté ! ». Dans le cortège de la

CGTG, les mots d'ordre soulignaient la nécessaire solidarité des autres travailleurs vis-à-vis des soignants : « *Si Macron lèvé lanmen si swanyan i ka lèvé lanmen si nou tout* » (Si Macron s'en prend aux soignants, il s'en prend à nous tous).

D'autres mobilisations étaient déjà annoncées pour les jours suivants, dont un meeting prévu le soir du jeudi 29 juillet à Pointe-à-Pitre et une manifestation programmée le samedi 31 juillet à Basse-Terre, l'autre grande ville de Guadeloupe



### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**

**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282